Association Le Peuple – info@lepeuple.ch www.lepeuple.ch Bimensuel

5 JUILLET 2022

Le Peuple

#0005

JONAS FOLLONIER
L'hyperactif des médias qui veut secouer le paysage intellectuel suisse romand
Page 4

CONFISCATION
La moraline progressiste prendra le contrôle du Grütli lors de la Fête fédérale du 1er Août
Page 5

ABSENTÉISME
Pourquoi les fonctionnaires de la cité de Calvin ne se pressent pas pour aller au boulot
Page 6

A-PRIORITY
pro clima
P.P.
CH-1405
Pomy
LA POSTE

LA FAMILLE TRADITIONNELLE PREND L'EAU

Pages 2 & 3

Tandis que la vague progressiste touche les ménages, les repères religieux traditionnels vacillent. UNSPLASH / NATALYA ZARITSKAYA

ÉDITORIAL
PAR RAPHAËL POMEY

Il y a quelque chose de très désagréable à voir le camp conservateur exulter depuis dix jours, depuis la révocation du droit fédéral à l'avortement aux États-Unis. Oui, vous avez bien lu: désagréable, et nous assumons ce mot. «Mais n'êtes-vous pas ce média qui ose enfin défendre des valeurs traditionnelles?», nous direz-vous sans doute. Oui, c'est le cas, à ceci près que nous ne pensons pas que l'on puisse fêter une telle décision de justice comme Nadal célèbre un point gagné à Roland-Garros. Lorsqu'il est question de vie ou de mort, ou de la souffrance de mères célibataires dans un ghetto, la réaction de ceux qui prétendent porter fièrement des valeurs civilisationnelles doit être digne, et à la hauteur des enjeux.

La famille, aujourd'hui, prend l'eau. Il faut être parent, peut-être, pour comprendre la dérive d'une société dont les petits écoliers croient désormais que les hommes peuvent «être enceints». Comment ne pas être effrayé, aussi, par la façon dont des concepts comme la masculinité «toxique» ou «la non-binarité» se sont imposés, alors qu'ils renvoient à des réalités qui n'existent que dans l'esprit d'universitaires militants. On peut comprendre, dès lors, le retour de balancier actuel, et les excès qu'il suscite. Reste qu'une décision de justice de la nature de celle qui ébranle les États-Unis doit être accueillie avec une certaine circonspection.

Y aura-t-il moins d'avortements après la décision de la Cour suprême américaine? Peut-être. Y aura-t-il moins de misère, de détresse et de promiscuité? Assurément pas. Car ce qui tue, ce qui nous tue en tant que société, n'est pas la dimension plus ou moins permissive de nos lois. Ce qui nous tue, c'est l'obligation qui nous est faite à tous de «prendre notre pied» en permanence. Ce qui nous tue, c'est cette idée que l'autre, le partenaire, n'est là que pour être consommé, et que l'on pourra jeter le fruit de notre union en cas de désagrément. Ce qui nous tue, c'est que l'idée de transmettre un héritage, des traditions, une foi, est désormais suspecte.

Les États-Unis ont pris une décision qui semble consacrer la victoire des chrétiens conservateurs. A ceux-ci de ne pas se laisser berner en pensant que la messe est dite, et les bébés sauvés. S'ils ne savent plus être le sel de la terre, et porter dignement un nouvel idéal pour ce monde, leur triomphe sera de courte durée.

Moderniser l'institution du mariage, un pari peut-être trop hâtivement relevé. UNSPLASH /NICK KARVOUNIS

LE GRAND MALAISE DU MARIAGE HOMO

Couples homos ou hétéros seront désormais mariés selon le même rite au sein de l'Église réformée vaudoise. Un alignement qui ravive de profondes tensions. RAPHAËL POMEY

Dans les milieux chrétiens, il est fréquent d'entendre que les églises doivent «cheminer» avec la société, «être en dialogue» avec elle pour mieux accompagner ses évolutions. Bref, dans la foi comme en politique, «le changement c'est maintenant», c'est-à-dire tout le temps, comme s'il s'agissait forcément d'un bien en soi.

Au sein de l'Église évangélique réformée du canton de Vaud (EERV), ce désir d'épouser les nouveaux contours de la société vient de se traduire par une décision qui heurte ses membres de sensibilité plus classique: marier, lors des cérémonies concernées, les couples homosexuels de la même manière que les couples hétérosexuels. Cette unification des rites, déjà en vigueur dans d'autres cantons, a été validée au milieu du mois dernier, lors du synode (l'assemblée légiférante) de l'institution, qui se tenait à Bavois.

Sur le papier, une décision parfaitement démocratique, obtenue au sein de l'organe compétent. Sauf que cette nouvelle couche d'«ouverture» s'ajoute à des mois de tension interne, entre passage du logo de l'église aux couleurs de l'arc-en-ciel ou débats organisés entre convaincus de la libéralisation, en amont de la votation sur le mariage pour tous, l'an dernier. Fuite en avant? Tel n'est pas l'avis du conseiller synodal Laurent Zumstein, grand artisan du projet. «Depuis le premier juillet (ndlr, entrée en vigueur du «mariage pour tous» en Suisse), notre règlement n'allait plus être adapté puisque des changements de vocabulaire devaient être opérés. Le synode a pu choisir entre deux options: le modifier en gardant deux cérémonies ou aller vers une unification. Mais de toute façon, il devait se positionner.» Et de préciser que les opposants, membres d'un courant appelé R3, ont été rencontrés en amont, avec pour résultat la naissance d'une «clause de conscience» pour les ministres refusant de marier des couples homos au même titre que les couples hétéros. «Leur choix ressemblait à celui d'un végétarien à qui on demande s'il souhaite du poulet ou du bœuf: de toute façon ils n'étaient pas d'accord dès le départ.»

Reste à voir la forme que prendra cette fameuse «clause de conscience», voire si ce seul terme sera gardé. Entre ceux qui l'estiment indispensable pour protéger spécifiquement les ministres contre une obligation de se soumettre aux inclinations «gay friendly» de leur église, et ceux qui l'estiment superflue, le combat ne fait que commencer en vue du prochain synode, qui se tiendra en novembre. La crainte sous-jacente des milieux conservateurs est qu'une défense du mariage traditionnel ne se transforme à terme en frein à l'embauche pour certains pasteurs. Une inquiétude que la surcommunication de l'EERV sur ses valeurs sociétales toujours plus libérales n'est pas de nature à apaiser.

Désir de vengeance

Dans un communiqué envoyé dans la foulée de la décision du synode, le courant «confessant» R3 affirmait d'ailleurs que l'Église n'est pas tenue d'adapter sa compréhension du mariage aux «évolutions morales enregistrées par la législation civile». Son auteur, Martin Hoegger, déplorait également des documents préparatoires «clairement orientés» et une commission d'examen peu représentative de la diversité des points de vue existants sur la question du mariage homo au sein de l'EERV. Et de citer la Bible, qui incite les chrétiens à ne pas se «conformer au monde présent».

Les liens étroits entre une Église subventionnée et l'État sont-ils à l'origine de cet alignement sur les normes de la société civile? C'est ce qu'estiment certains paroissiens, qui jugent que l'EERV aurait pu résister, sans mettre son statut d'«institution d'utilité publique» – et donc sa subvention – en danger. «Mais on préfère se laisser pénétrer par l'esprit du temps», déplore un fidèle, qui ne cache même pas un certain «désir de vengeance». Un appétit de revanche heureusement tempéré par la compagnie d'autres chrétiens dans des groupes de maison, nés après l'introduction d'une bénédiction spécifique pour les couples gays en 2013. «Je ne me sens pas moins pécheur qu'un homosexuel», précise ce membre du R3, qui se dit surtout blessé par un certain manque de considération au sein de l'institution, laquelle aurait procédé à une «redéfinition du mariage» pour le moins hâtive. Une démission du synode, de la part d'un membre heurté par la manière dont les récents événements se sont

déroulés, est également évoquée.

Un épuisement théologique

Également subventionnée, l'Église catholique n'est en tout cas pas près de vivre un épisode similaire. Des raisons administratives sont en cause: «Sa structure, dans le canton de Vaud et de manière générale en Suisse, est duale, avec des fédérations qui traitent directement avec les autorités politiques, et des autorités pastorales, notamment les évêques, qui ont un autre statut», explique Olivier Schöpfer, porte-parole dans le canton de Vaud. Sans entrer dans le fond du débat, cette situation rend, selon lui, l'Église catholique moins sujette à une quelconque course à l'alignement sur les décisions politiques. Ce qui n'empêche pas certains courants de regarder avec délectation les virages de leurs frères et sœurs réformés, à l'instar d'un agent pastoral qui, dans les colonnes de *La Broye*, vient de faire fort: il y salue une approche «plus pragmatique de la sexualité et sa complexité» et remercie ses amis réformés pour leur lecture «actualisée et ouverte» de l'Écriture, préparant l'entrée dans un temps nouveau dont le catholicisme ferait bien de s'inspirer.

«NOUS NE VOULONS PAS D'UNE ÉGLISE QUI SUIVE LE MONDE, NOUS VOULONS D'UNE ÉGLISE QUI ENTRAÎNE LE MONDE.»

Gilbert Keith Chesterton
Écrivain britannique, 1874-1936

Crainte par les institutions, espérée par certains de leurs membres conservateurs, une future scission entre Églises et État se situe certainement en arrière-plan de toutes les tensions. Avec cette certitude que le jour où un parti de gauche demandera la fin des subventions, les institutions religieuses perdront à coup sûr. «Mais il n'y a pas de pression exercée par l'autorité politique», souligne un observateur, qui ne voit personne au Conseil d'État demander des femmes prêtres, par exemple. Aux yeux de cet universitaire, la situation actuelle relève surtout de «l'épuisement théologique». C'est elle qui conduit des institutions qui se vident à se targuer d'être chaque jour un peu plus en phase avec la modernité. Mais, toujours à ses yeux, c'est peut-être elle aussi qui incite les courants conservateurs à sauter sur la moindre occasion pour dénoncer des dérives fondamentales alors qu'elles ne portent pas sur le cœur de la foi.

COMMENTAIRE

Dans l'article rédigé par une consœur de *Protestinfo*, et publié par *24 heures* au lendemain du synode, il était question d'un «toilettage» de règlement qui devait être effectué en matière de mariage homo. Le terme, qui n'engage certes pas l'Église évangélique réformée du canton de Vaud (EERV), est terrible. Serait ainsi sale, voire susceptible de subir le passage d'une brosse à WC, tout ce qui, en matière de religion, s'appuierait sur une vision classique de la famille. Mais comment s'en étonner alors que la sacro-sainte injonction à «suivre le mouvement» semble constituer le cœur de l'Évangile, chez certains? L'écrivain britannique Chesterton avait exprimé son désir d'une Église qui ne suivrait pas le monde, mais qui le secouerait. Que l'on soit favorable ou non aux innovations rituelles au sujet des couples homosexuels, force est de constater que nos institutions sont désormais largement alignées sur des fonctionnements démocratiques, qui donnent le ton même pour des besoins peu présents. L'on a peu entendu dire que les cantons où des mariages homos peuvent déjà être célébrés religieusement ont vécu un raz-de-marée de demandes en ce sens. Dès lors, face à ce qui apparaît avant tout comme un vaste exercice de communication, on peut douter qu'une application stricte des règles démocratiques soit réellement la bonne matrice pour des innovations majeures dans le domaine de la foi. Le jour – pas si lointain – où les «trouples» seront entrés dans les mœurs, nombreux seront peut-être ceux qui ne voudront pas juger leur amour. Une «lecture dynamique» de la Bible sera alors certainement possible pour accompagner rituellement un nouveau changement de société. RP

L'ONDE DE CHOC VENUE DES USA

UNSPLASH / WAYNE ZHENG & GAYATRI MALHOTRA

C'est l'histoire d'un grand silence gêné. Le silence des autorités religieuses à la suite de la décision américaine de révoquer le droit fédéral à l'avortement. Bien sûr, du côté catholique, l'Académie Pontificale pour la Vie, à Rome, s'est fendue d'un communiqué rappelant qu'«en choisissant la vie, c'est notre responsabilité pour l'avenir de l'humanité qui est en jeu.» Mais en Suisse romande? Pas grand-chose, à l'évidence, sauf du côté des réseaux sociaux sur lesquels certains milieux n'ont pas le triomphe modeste, ou l'indignation contenue. C'est que du côté des institutions, le malaise règne, avec une position pas toujours facile à assumer: «On ne peut pas être pour l'avortement, mais on ne peut pas non plus être contre», explique par exemple Laurent Zumstein, conseiller synodal au sein de l'Église évangélique réformée vaudoise. Qui développe: «On ne peut pas être pour la mort d'un fœtus, mais cela ne suffit pas de juste dire ça. Derrière, il y a des enjeux sociétaux et des enjeux de personnes et cela appelle à certaines nuances.» Une ligne qui était, peu ou prou, celle des auteurs d'un document de la fédération des églises protestantes suisses de mars 2012, qui soulignait que «l'avortement est une infraction à l'interdit de l'homicide» qui «n'entre en considération que comme solution d'ultime recours.» Rédigé dans le contexte d'une votation sur le financement privé de l'avortement, le texte s'opposait à cette proposition, susceptible de constituer un «premier pas» vers la privatisation tout court des avortements. RP

Le Valaisan Jonas Follonier dans sa ville de cœur… Neuchâtel. DANIEL WITTMER

«JE NE CHERCHE PAS LA POLÉMIQUE POUR LA POLÉMIQUE»

Il est jeune, journaliste, et «progressiste de droite», selon ses termes. Sa plume sévit dans différents *pure players* romands et dans le mensuel *Le Regard Libre,* dont il est le rédacteur en chef. Le nouveau défi de Jonas Follonier, hyperactif des médias, est simple: redonner au milieu sa diversité d'opinions naturelle. PROPOS RECUEILLIS PAR RAPHAËL POMEY

Jonas Follonier, vous venez d'annoncer votre entrée au comité de *ch-media*, association de journalistes plutôt marquée à droite. Vous avez l'âme syndicaliste maintenant?
Pas du tout. *ch-media* (ndlr à ne pas confondre avec l'éditeur du même nom) est issu d'une scission avec *impressum*, qui est l'organisation principale des journalistes de Suisse romande et qui se définit elle-même comme un syndicat. L'association *ch-media* n'a pas de revendications de gauche et ses membres ont l'âme indépendante.

Mais concrètement, que peut une telle association, plutôt vieillissante, face à la force du nombre des journalistes de gauche?
Fédérer les membres qui croient à un journalisme diversifié, curieux et sérieux. Mais aussi favoriser les bons conseils des anciens, et nous permettre le bonheur de nous retrouver entre confrères sans le vivre comme une communion entre «gens bien». Nous ne nous prenons pas au sérieux à titre individuel; nous ne prétendons pas non plus avoir inventé le journalisme, mais préférons les moments de réflexion et de légèreté. Notre association délivre cependant des cartes de presse au même titre qu'*impressum*, sur la base de critères similaires.

Vous jugez vraiment qu'il n'y a pas de diversité dans notre métier?
Si, il y en a. Il y a même beaucoup plus de journalistes originaux que l'on croit. On en trouve dans tous les titres. Mais ils se sentent plutôt seuls à l'interne. De façon générale, les rédactions sont absorbées dans des modes, du prêt-à-penser et des façons de travailler qui se transforment en une forme de conformisme. Certains professeurs d'université ou artistes me partagent du reste le même genre de constats, et une impression de solitude les concernant, qui me préoccupe.

Vous-même, on ne peut pas dire que vous soyez ostracisé: vous êtes partout, et même à la télévision sur *Léman Bleu*…
Mais je ne me plains pas du tout, c'est autre chose que je dis. Je ne parle pas de moi, mais de l'état global du journalisme dans notre coin de pays et de l'évolution de cette vocation. Dans les grands médias, il n'y a plus beaucoup de «personnalités», à l'inverse de ce que l'on connaissait naguère. Et ce n'est pas parce que des démarches isolées comme celles du *Regard Libre*, de *Bon pour la tête* ou du *Peuple* existent et vont grandissant que cela signifie pour autant qu'il y a un équilibre. Mais qui sait, ça peut changer!

Vous êtes certes ouvertement de droite, mais très prudent sur les thèmes de société qui fâchent. C'est du calcul, de votre part?
Je ne me considère pas comme prudent, donc non il n'y a pas de calcul. Être nuancé, en revanche, est une question d'hygiène intellectuelle. Le récent essai de Jean Birnbaum, *Le Courage de la nuance*, m'a beaucoup parlé. Si une chose est vraie mais pas sexy, il faut la dire telle qu'elle est. Je ne cherche pas la polémique pour la polémique, mais dire la vérité ou exprimer des opinions implique parfois de créer des débats vifs; cela fait partie de notre métier.

En quoi la droite progressiste que vous incarnez diffère-t-elle réellement de la pensée de gauche, omniprésente dans les médias?
Il ne faut pas prendre le terme de progressiste au sens où on l'entend habituellement. On veut tous que demain soit meilleur qu'aujourd'hui et que l'on évolue vers une société meilleure. Pour certains, conservateurs ou même réactionnaires, cela passe par la préservation, voire par un retour à certaines idées ou pratiques. Revenir à une certaine autorité à l'école, par exemple, me semblerait certainement être un progrès.

***Le Regard Libre* a une ligne assez intellectuelle. C'est le bon pari pour remettre des idées de droite sur le devant de la scène?**
Non (rires). Ce n'est pas suffisant, évidemment, et s'il n'y avait que nous, nous ne toucherions pas tout le monde. Notez que nous ne sommes pas contre la presse classique, mais que nous existons de façon complémentaire à cette dernière. Du reste, notre objectif est moins d'apporter des idées de droite dans l'opinion que de proposer des débats pluralistes, rendus difficiles par le wokisme ambiant, miroir du puritanisme américain.

Comment vous situez-vous par rapport à l'héritage chrétien, cher à nos lecteurs?
Je ne suis pas étranger à l'héritage libéral, et je pense que ce n'est pas par hasard si celui-ci a pu se développer au sein de la partie du monde qui était chrétienne. Le christianisme a placé l'être humain au centre des préoccupations politiques et c'est une des influences évidentes du libéralisme, avec les traditions grecque et romaine. Les penseurs des Lumières avaient beau être contre les institutions religieuses, ils n'en étaient pas moins chrétiens de culture.

APOLITIQUE MAIS PAS TROP

Organisée par la Société suisse d'utilité publique (SSUP), la cérémonie officielle du 1er août 2022 au Grütli n'aura pas grand-chose d'une «fête nationale». Arrière les hallebardes de nos fiers Waldstätten; place à la «lutte pacifique»… et au tri des déchets!

ANTOINE BERNHARD

«La SSUP essaie d'empêcher l'instrumentalisation politique du Grütli». Soit, noble idéal. Mais un observateur attentif aura tôt fait de flairer l'arnaque. Notre «Grütli apolitique» est-il vraiment vierge de toute motivation politique? Dans le style au moins, les documents de la SSUP – organisatrice l'an dernier d'un «Grütli des femmes» – pastichent à merveille les discours internationalistes du parti socialiste. On y apprend notamment que «le Grütli devrait servir à la cohésion des différentes cultures en Suisse», ou encore que «ce lieu emblématique devrait également exprimer l'ouverture de la Suisse au monde». La SSUP tient aussi à montrer son aversion radicale pour toute forme de conservatisme: «Après la Seconde Guerre mondiale, lit-on quelques lignes plus loin, le Grütli [a perdu] sa symbolique de liberté, indépendance et résistance, étant plutôt utilisé pour la propagande conservatrice, patriarcale, voire xénophobe.» Ce à quoi le Règlement d'utilisation de la prairie du Grütli le 1er août ajoute: «Il est interdit de prendre avec soi […] du matériel de propagande.» Reste à savoir de quel matériel il peut s'agir.

Au Grütli, l'ambiance sera virile mais (politiquement) correcte. WIKICOMMON

Un hymne national revisité

Qu'y a-t-il de plus conservateur qu'un «hymne national», d'une part, qui contient des phrases du type «Suisse, espère en Dieu toujours!» d'autre part? Pas grand-chose. Raison pour laquelle, peut-être, le Cantique suisse n'est plus chanté le 1er août sur le Grütli. Depuis quelques années, la SSUP y a substitué un nouveau chant, plus inclusif. La mélodie semblable, le texte différent. Les accents émus d'un cœur pieux ont disparu, remplacés par ces strophes si poétiques:

Sur fond rouge la croix blanche,
symbole de notre alliance,
signe de paix et d'indépendance.
Ouvrons notre cœur à l'équité
et respectons nos diversités.
A chacun la liberté
dans la solidarité.
Notre drapeau suisse déployé,
symbole de paix et de liberté.

Ce à quoi la SSUP ajoute une couche supplémentaire d'«ouverture» en proposant, en plus des quatre langues nationales, une version anglaise du nouvel hymne national, dont voici un extrait:

Open to the world in solidarity,
Swiss are one in peace and diversity.

Contactée, la SSUP nous a expliqué que «les paroles traditionnelles de l'hymne national ne sont pas chantées du tout le 1er août», et que «tous les participants sont encouragés à chanter les nouvelles paroles, même si on ne leur interdit pas de chanter les paroles traditionnelles». En somme, chacun fait ce qu'il veut, la cacophonie ayant remplacée la traditionnelle cohésion fédérale. Quoi qu'il en soit, ouverts au monde dans la solidarité ou pas, les participants de la fête du Grütli en 2022, placée sous le signe de la «lutte pacifique» – qu'est censée représenter le lutte suisse – seront invités à traiter le lieu au moins aussi bien que des toilettes publiques, puisque le règlement se conlut sur ces mots doux: «En quittant la prairie du Grütli, veuillez la laisser dans le même état qu'à votre arrivée.»

GUÉRILLA CAUTIONNÉE

Une action écologiste menée à Genève met les autorités dans l'embarras et montre que des collusions existent entre activistes et élus. Heureusement, quand il y a de la casse, il y a toujours l'argent des braves contribuables. JÉRÔME BURGENER

Rebelles mais pas trop. Il y a une dizaine de jours, un groupe de militants écologistes a arraché du bitume pour le remplacer par des fleurs et des légumes dans le quartier des Pâquis à Genève. Largement médiatisée, la manœuvre questionne l'impunité dont jouissent les activistes climatiques.

L'affaire dévoile des passe-droits administrativo-politiciens invraisemblables. Nous avons ainsi pu lire dans *20 Minutes* que la police aurait mis 2h30 pour agir et prendre les identités des activistes. Pourquoi un tel délai ? Contactée par *Le Peuple*, la maire de Genève, Marie Barbey-Chappuis, n'a jamais donné de réponse. Autre point qui vaut son pesant d'or, la Ville avait d'abord décidé de porter plainte contre les activistes. Jusqu'à ce que la *RTS* révèle que Frédérique Perler, conseillère administrative (membre de l'exécutif) écologiste genevoise, était au courant de l'action qui serait menée par les militants issus de deux groupes, Survap (association des habitants des Pâquis) et actif-trafiC (promotion de la mobilité douce). La magistrate aurait même donné des consignes afin que l'on détruise correctement le bitume à coup de marteau-piqueur et évite que des canalisations de gaz n'explosent. Une manœuvre qui pousse Philippe Nantermod, vice-président du PLR, à ironiser sur Twitter: «À Genève, les autorités politiques (vertes) prodiguent des conseils et fournissent des ingénieurs à ceux qui veulent casser la chaussée. Voilà des impôts bien dépensés.»

A la suite de ces révélations, *Le Peuple* a voulu obtenir certains éclairages auprès de Frédérique Perler, dont ceux-ci: *Quelles sont les bases légales qui vous ont permis d'accepter l'arrachage du bitume? A-t-on affaire ici à une forme de copinage entre actif-trafiC et vos services? N'est-ce pas un déni de démocratie que d'accorder des passe-droits à des citoyens? Auriez-vous accepté une action similaire, mais allant dans l'autre sens: un groupe de riverains estimant qu'il n'y a pas assez de places de stationnement et remplaçant de la verdure par du bitume?* Le courriel est resté lettre morte.

Le Conseil administratif de Genève n'en est pas resté coi pour autant: fin juin, le collège a publié un communiqué indiquant qu'«au vu des éléments apportés par Frédérique Perler, il s'avère que des erreurs d'appréciation, dont la magistrate assume la responsabilité, ont pu laisser penser aux associations actif-trafiC et Survap qu'elles avaient obtenu l'assentiment de la Ville de Genève. Dès lors, la majorité du Conseil administratif a décidé de retirer la plainte.»

Et le CA de se montrer grand seigneur: «En tout état de cause, les contribuables de la Ville de Genève ne supporteront pas les coûts de la réparation des dégâts.» Ah bon? Mais qui alors? Frédérique Perler elle-même? Si tel est le cas, c'est bien l'argent des contribuables qui sera dépensé pour remettre la route en état, car même si elle devait payer une amende, la magistrate utilisera bel et bien l'argent des autres.

Non-contents d'avoir saboté les lieux, les activistes déploraient peu après leur remise en état. FACEBOOK

L'ABSENTÉISME RAVAGE L'ADMINISTRATION GENEVOISE

Des collaborateurs en mauvaise santé, surmenés et parfois maltraités par une hiérarchie elle-même dépassée par la tâche… Travailler dans la fonction publique n'est plus le havre de quiétude envié par les travailleurs du secteur privé. ERIC BERTINAT

Chaque jour, mille fonctionnaires cantonaux genevois sont en arrêt maladie. WIKICOMMON

Le personnel du mammouth (67 000 employés) croule sous les lois, les règlements et autres ordonnances. Cette glu administrative multiplie le travail, les rendez-vous médicaux et complique les relations humaines. Selon un récent communiqué de presse du Conseil d'État, chaque jour, mille fonctionnaires sont en arrêt maladie : ils ne répondront pas à votre appel téléphonique ni à votre courrier, leur guichet sera fermé et votre rendez-vous reporté.

Ils ne sont donc pas à leur travail. Ils sont «pas bien» comme on dit à Genève. Principalement pour des raisons de maladie. Le taux moyen d'abstentionnisme en Suisse se situe à 3%, ce chiffre pouvant varier d'une branche à l'autre. Il est le double dans l'administration genevoise et bien supérieur pour quelques services. Un résultat récurrent pour ce canton en comparaison nationale, que l'on parle d'absentéisme ou de chômage, de mobilité, de surpopulation, de dette astronomique, etc.

Nathalie Fontanet veut s'attaquer au problème

Ces absences trop nombreuses font mal au porte-monnaie de l'État, donc des contribuables. Les pertes dues aux absences atteignent la modique somme de 100 millions de francs par an. La cheffe des finances Nathalie Fontanet s'est donc saisie du problème. Elle vient d'annoncer son envie de «renforcer le dispositif actuel» et de «l'améliorer par des mesures complémentaires». Les quatre axes de son dispositif sont les suivants : mieux prévenir les absences, améliorer leur suivi, lutter contre celles qui paraissent injustifiées, et entourer les présents. Au total: vingt-sept mesures concrètes. Va-t-elle faire mieux que ses prédécesseurs, David Hiler, Micheline Calmy-Rey ou Martine Brunschwig Graf ? En leur temps, ces barons de la politique cantonale, et parfois fédérale, n'avaient pas manifesté beaucoup d'intérêt face à un problème qui n'a fait qu'empirer.

Mais au moins semble-t-il que la magistrate ait écouté les députés de la commission des finances qui, depuis 25 ans, se plaignent de ce dossier. C'est ce que confirme Boris Calame, député vert. Pour lui, Nathalie Fontanet empoigne correctement ce dossier. Avec un bémol: le communiqué du département des finances est trop orienté sur le coût des absences. Pour l'élu, celles-ci relèvent d'un réel mal-être, hormis les absences «perlées», ces absences trop nombreuses voire parfois régulières. «Souvent, on trouve à la base un problème relationnel. Il faut donc rencontrer, comprendre et accompagner ces personnes, y compris dans leur retour à l'emploi».

Thomas Bläsi, député UDC, tient un discours semblable. «Dans ce taux d'absentéisme incroyable, il y a les vrais malades mais aussi ceux qui n'ont pas trop envie de bosser ou ceux qui souffrent de contraintes professionnelles excessives.» Pour lui, l'attribution d'un poste de travail doit tenir compte des spécificités d'un employé pour maintenir sa motivation intacte.

Quant à Cyril Aellen, député PLR, fidèle à la ligne politique de son parti, il estime que la lutte de l'État contre l'absentéisme devrait aller de pair avec la conclusion d'une assurance perte de gain externe et la réforme du statut de la fonction publique. Et de conclure: «A défaut, c'est beaucoup d'énergie pour des chances de succès modestes».

Les députés inquiets de longue date

La lecture des questions écrites déposées depuis près de vingt ans par les députés et les réponses du Conseil d'État éclairent d'une lumière pour le moins tamisée la volonté réelle de l'exécutif d'empoigner la question. Retour en 2004, avec une intervention du député libéral Pierre Weiss : il y dénonçait déjà «un révélateur de dysfonctionnement dans la gestion du personnel» et indiquait que «certains indicateurs parcellaires», dont la commission des finances avait eu connaissance, montraient que l'absentéisme pouvait atteindre des hauteurs inquiétantes à l'État de Genève. L'exécutif avait rétorqué que les mesures en vigueur maintenaient le taux d'absentéisme dans des marges comparables à celui des autres cantons.

Boris Calame s'était penché à son tour sur ce problème en 2020. Le Conseil d'État, toujours aussi serein, lui avait répondu que l'Office du personnel ne disposait pas «des données détaillées des structures publiques autonomes du Grand État», à savoir les transports publics, les hôpitaux universitaires ou l'aéroport, par exemple (50'000 employés). Pour le «Petit État», soit l'administration publique au sens strict (18'000 employés), l'exécutif pouvait se targuer d'un suivi plus fin avec une alarme déclenchant une analyse de cas à partir d'un taux de 5% d'absentéisme, et une approche globale de la structure dès 7%.

Cet immobilisme a toutefois connu une exception notable : l'audit contre le management de Pierre Maudet au plus fort de la crise déclenchée par son voyage à Abu Dhabi. Le seul depuis le début de la législature, en 2018, à en croire une réponse adressée par l'État à une question posée l'an dernier par le MCG Patrick Dimier.

COMMENTAIRE

Nathalie Fontanet ne s'attaque pas seulement à l'absentéisme, elle s'attaque aussi aux mauvaises habitudes du gouvernement cantonal qui a laissé s'installer cette situation. Et aussi à celles prises par les Ressources Humaines (RH), ces imaginatifs services de l'État qui complexifient avec volupté les processus d'engagement mais n'ont pas trouvé la parade pour lutter contre un absentéisme massif. Les certificats maladies pleuvent, et pas seulement pour une mauvaise grippe. Burn-out, surmenages et autre dépressions nerveuses sont bien réels dans le paysage public sans être désignés comme tels. Le plus gros employeur du canton doit revoir en profondeur ses codes de travail, y compris ses RH et ses cadres pas tous à leur place. EB

DE L'IDOLÂTRIE À LA LIBERTÉ

Face au monde contemporain et à ses multiples crises et soubresauts, il semble que nous soyons condamnés soit à la nostalgie d'un âge d'or mythique, soit à la fuite en avant vers des lendemains qui ne chanteront jamais. La publication d'un choix de textes de William Cavanaugh nous propose un autre regard. PAUL SERNINE

Lors d'une rencontre officielle entre différents intervenants de la vie associative et les autorités politiques, j'ai été étonné que les Églises reconnues acceptent d'être assimilées, avec une certaine satisfaction même, au club de football, au chœur mixte ainsi qu'à la section locale des paysannes vaudoises. Mon étonnement est renouvelé chaque année lors de la campagne de carême desdites Églises, dont les discours semblent être ajustés sur la bien-pensance de la société séculière. Rebelote avec l'affichage de banderoles sur les lieux de culte lors de la campagne pour des multinationales responsables. Le discours, la communication et le message des églises doivent-ils être le pastiche d'un discours mondain et séculier ? Comme le relevait Nicolas Gomez Davila: «Dans le sein de l'Église actuelle, sont 'intégristes' ceux qui n'ont pas compris que le christianisme a besoin d'une nouvelle théologie, et 'progressistes' ceux qui n'ont pas compris que la nouvelle théologie doit être chrétienne.» William Cavanaugh relève le défi et évite de tomber dans cet écueil.

Né en 1962, William Cavanaugh est professeur à l'université DePaul de Chicago depuis 2010. Loin d'être un «théologien de salon», malgré sa collection de diplômes (Université Notre-Dame dans l'Indiana, puis Cambridge en Angleterre), il s'est engagé activement pendant deux ans dans les bidonvilles de Santiago du Chili sous la dictature du général Pinochet. Il résume ainsi son approche originale: «J'essaie d'établir des relations entre d'une part le dimanche et d'autre part le lundi, en passant par le vendredi. En d'autres termes, des relations entre la vie de l'Église – spécialement l'eucharistie – et la vie de tous les jours. Je veux combler une lacune qui ne devrait pas exister mais qui est bien réelle.»

Bien que composé d'un choix de sept articles et conférences, *Idolâtrie ou liberté – Le défi de l'Église au XXIe siècle* nous présente une pensée cohérente et construite.

«CAVANAUGH MET LE DOIGT LÀ OÙ CELA FAIT MAL EN EMPRUNTANT UN LANGAGE NOUVEAU LOIN DES AMPHITHÉÂTRES DES FACULTÉS DE THÉOLOGIE ET DES SACRISTIES SENTANT LE RENFERMÉ.»

La trame de ce livre se décline en différentes nuances d'idolâtrie qui étouffent la liberté et empêchent l'adoration véritable.

Cavanaugh insiste sur l'idée d'idolâtrie qui semblait ne faire plus grand sens. Il nous rappelle que la Bible «ne considère pas l'idolâtrie d'abord comme une erreur, c'est-à-dire comme la fausse croyance en la divinité de simples statues», «mais comme une trahison de la loyauté envers le Dieu d'Israël». En fait, l'être humain ne peut pas échapper à cette alternative: soit il est esclave d'une idole (patrie, argent, race, etc.), soit il est dépendant de Dieu. L'idole représente quelque chose que l'on prend pour Dieu, qui porte le masque de Dieu, mais qui ne l'est pas. Plus on cherche à expliquer notre réalité par l'idole, plus on s'aperçoit qu'elle est incapable de tenir ses promesses et ses prétentions d'absolu. Plus l'idole est exaltée, plus disparaît l'humain. L'idole altère la forme des choses et enténèbre le regard. «Adorez l'argent, et vous n'en aurez jamais assez. Adorez votre corps, et vous vous sentirez toujours laid. Adorez le pouvoir, et vous aurez toujours peur; et ainsi de suite.»

Ayant connu les troubles sociaux au Chili, Cavanaugh n'a rien d'un théologien de salon. UNSPLASH / KYAW TUN

Un autre thème important de cet ouvrage est celui de la liberté. Trop souvent nous la comprenons comme une absence de contrainte. Pour William Cavanaugh, la liberté ne se réduit pas à une liberté de, mais à une liberté pour, c'est-à-dire à une capacité d'atteindre des buts valables qui trouvent leur accomplissement en Dieu. En effet, «les gens ont besoin de suivre Dieu pour être libres». La liberté est donc une pleine satisfaction, comme un accomplissement total, comme la capacité de Dieu. Cette liberté en Dieu se vit avec la communauté des croyants, l'Église. Cavanaugh n'hésite pas à invoquer le patronage de saint Augustin pour affirmer que «l'Église fonctionne à peu près de la même manière que les Alcooliques anonymes» …

La lecture de *Idolâtrie ou liberté* remplit bien son programme. Cavanaugh met le doigt là où cela fait mal en empruntant un langage nouveau loin des amphithéâtres des facultés de théologie et des sacristies sentant le renfermé. Il ne prend pas le discours mondain et séculier ni ses techniques de marketing discutables quant elles sont appliquées à la religion. Il nous fait retourner vers l'essentiel: Dieu. Il nous montre que «la foi n'est généralement pas quelque chose qui surgit dans un éclair de lumière aveuglant, mais elle se construit au fil du temps par de petites actions: dire une prière pour un ami, couper des légumes pour la soupe populaire, poser son derrière sur un banc chaque dimanche matin (…)». Il nous rappelle que l'être humain n'est pas seulement «un zoon politikon» (un animal politique) ou un «homo œconomicus», mais aussi un «homo liturgicus», un être fait pour l'adoration et la louange.

William Cavanaugh, ***Idolâtrie ou liberté – Le défi de l'Église au XXIe siècle***, Salvator, 2022.

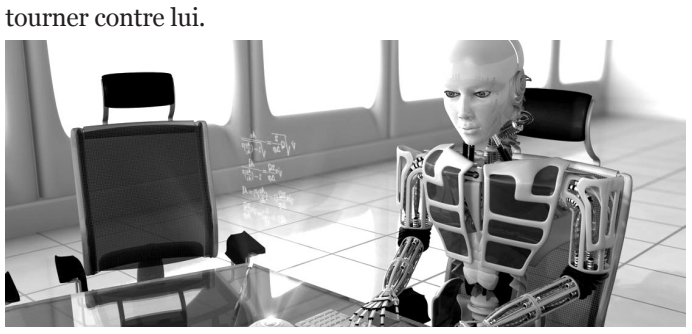
IL N'Y AVAIT PAS PLUS BEL HOMMAGE QU'UN CHANGEMENT DE SEXE

En coupant les ponts avec son géniteur, la toute nouvelle fille de l'homme le plus riche du monde lui rend un hommage paradoxal. Découvrons pourquoi avec le philosophe Olivier Rey. RAPHAËL POMEY

Posons rapidement le décor: Elon Musk est un Crésus des temps modernes, souhaite «augmenter» l'humanité, veut l'envoyer coloniser l'espace, entre autres projets colossaux… Bref, un visionnaire, comme on dit en vocabulaire entrepreneurial. Malheureusement, notre terrifiant bienfaiteur fait les grands titres pour une raison plus délicate: l'un de ses enfants, «assigné garçon à la naissance» comme l'on dit en novlangue, a décidé de devenir une dame. Mais ladite dame veut aller plus loin. Elle a ainsi déclaré à la justice – et cela fait grand plaisir aux adversaires du milliardaire – qu'elle souhaitait couper les ponts avec son père «sous quelque forme que ce soit». Il n'en fallait pas davantage pour qu'une sinistre bande de réacs se mette à baver sur cette génération «woke» incapable de montrer la moindre reconnaissance à ses aînés. Une génération, on l'aura compris, dont la jeune transsexuelle serait l'exemple chimiquement pur. Et ce d'autant plus qu'elle a eu la chance de grandir à l'abri du besoin, comme c'est généralement le cas quand papa pèse 188 milliards.

Et si Vivian Jenna Wilson rendait en réalité hommage à son père? C'est ce que l'on peut se demander en lisant *Leurre et malheur du transhumanisme* d'Olivier Rey. Philosophe sensible à la question des limites, il y présente les transsexuels comme «les troupes de choc» d'un transhumanisme sur lequel ne crache pas Elon Musk. De même, en reniant jusqu'à l'existence de son propre père, Vivian ne fait-elle pas allégeance au rêve d'une humanité «auto-construite» que l'auteur dénonçait en 2006 dans *Une folle solitude*? Un fantasme, rappelons-le, qui se déploie dans le «désert symbolique» d'une époque qui s'emploie à détruire le passé avec beaucoup d'abnégation.

Sans entrer dans le people, formulons l'hypothèse qu'une secrète solidarité unit peut-être la vision entrepreneuriale du père et la rébellion de sa progéniture. Et que le libéralisme radical d'Elon Musk a peut-être vu sa première créature se retourner contre lui.



Transhumanisme et sortie de la sexuation classique font bon ménage. Elon Musk vient de le découvrir. FORSAKEN ART

ROMÉO DANSE LA VIE

Sorti du placard en juin 2021, l'écrivain Alexandre Jollien redoutait un «bannissement social». Force est de constater qu'il est des ostracismes qui mènent loin. Depuis cet audacieux exercice de transparence, le Paulo Coelho des lettres romandes est sur tous les fronts. Et pas que sur les fronts, d'ailleurs, à en croire la plainte déposée par l'ancien stagiaire d'une maison d'édition qui l'accuse d'exhibition et d'attouchements datant de l'été 2015.

Malheureusement, le système politico-médiatique est tel qu'une simple accusation suffit pour perdre ses mandats, quand ce n'est pas sa vie sociale. Philosophe (pour ceux qui en doutaient), le grand Alexandre ne perd cependant pas le sourire, et c'est ainsi que les internautes ont eu la joie de le voir danser à la *Pride* de Bulle (FR), voici quelques jours. Quelques pas exécutés de main de maître, qui tendent à prouver qu'une intelligence supérieure, tel un Pokémon, peut sans cesse évoluer, jusqu'à se transformer en curieux mélange de Patrick Balkany et Michael Jackson.

Alors oui, Alexandre, ne perdez pas espoir, et continuez de lutter «pour une société éveillée». Nous qui apprenons tout juste à marcher en hommes libres, nous qu'un «éloge de la faiblesse» ne fait pas encore frémir, nous avons bien besoin de vous. Nous ferons du charleston, nous ferons du lambazouk, nous ferons de la bachata. Nous serons vos Juliettes, vous serez notre Roméo. RP

CANARD WC

«Les toilettes, en général, c'est pas foufou.» Voici une puissante affirmation de nos amis de *Watson* à laquelle *Le Peuple* ne peut que s'associer. C'est d'ailleurs parce que ce n'est vraiment pas «foufou» pour 38% de la population mondiale que certains, comme l'ONG chrétienne *Compassion*, s'engagent afin de favoriser l'accès à des toilettes dignes autour de cette terre comme Constance Von Braun (*voir ci-contre*). Mais pourquoi traiter la question quand on peut se contenter de faire un buzz (sans jeu de mots) en nous présentant «9 toilettes où faire caca au moins une fois dans sa vie?» «Informez-vous, affirmez-vous», disait la campagne de pub de *Watson*, en 2021. Et l'on se dit que sa première rédencheffe Sandra Jean n'a pas forcément eu tort d'aller rapidement voir ailleurs si les commodités étaient plus chics. RP

LE CRI DU COEUR DE LA QUINZAINE

Vite! Encore une loi! Constance Von Braun, conseillère communale Les Verts à Lausanne a visiblement été très choquée quand elle s'est rendue aux toilettes de l'adminstration communale de sa ville et l'a fait savoir sur Twitter. Premièrement, Homme et écrit avec un grand H, tandis que femme n'a droit qu'à un petit f. Patricarcat ultra-toxique!

Mais le pire dans tout ça, c'est que l'employé qui a réalisé, en vitesse, le panneau n'a pas pensé aux personnes «non binaire».

Il faudra absolument qu'une interpellation, un postulat, voire même une motion, soit déposé dans les plus brefs délais. JB

GÉOPOLITICIEN FÉMINISTE

Populiste, mais dans le mauvais sens du terme, Boris Johnson n'est pas exactement notre idole, à la rédaction. Cherche-t-il à se faire pardonner les petits passe-droits qu'il s'est octroyés pour faire la fête avec ses potos en période de confinement? Toujours est-il que le Premier ministre britannique vient de s'illustrer avec une jolie saillie néoféministe sur Poutine. Selon lui, Vlado n'aurait tout simplement pas déclaré une «guerre folle de macho» à l'Ukraine, tenez-vous bien… s'il avait été une femme. Et d'ajouter une couche, lors d'un passage à la télé allemande, sur la «masculinité toxique» du patron du Kremlin. Hommes belliqueux, femmes douces et pacifistes… Tout cela est si beau. A ne pas douter, voilà un homme qui a longuement médité l'autobiographie de sa prédécesseur Margaret Thatcher. RP

AMERICAN IDIOT

Un nouveau jour se lève pour les femmes américaines à la grossesse non-désirée – et les hommes trans qui peuvent également tomber enceintes selon la Verte Léonore Porchet. Enfin bref, le leader de Green Day Billy Joe Armstrong a décidé d'engager le combat contre l'abrogation de l'arrêt garantissant le droit à l'avortement chez l'Oncle Sam. Bon, à sa manière, puisqu'il a déclaré lors d'un concert à Londres qu'il renonçait à la nationalité US pour mieux s'installer du côté de la Perfide Albion.

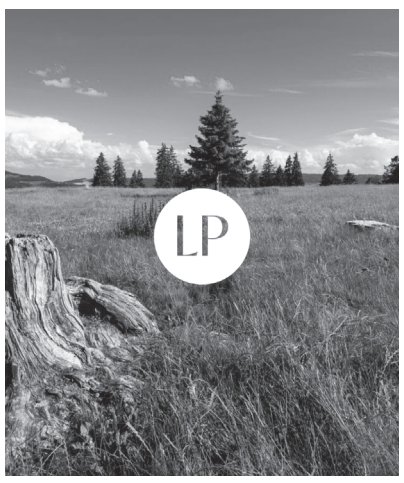
Lui qui a tant dénoncé l'idiotie américaine en a donc sa claque, et opte pour un geste très fort, qui devrait considérablement soulager les jeunes femmes (et hommes trans qui peuvent aussi tomber enceintes selon la Verte Léonore Porchet, on le rappelle) victimes de la misère et de la promiscuité. Ainsi en va-t-il des zélites, même issues du mouvement punk : tandis que le bon peuple doit composer avec des lois plus ou moins agréables, les rebelles en carton, eux, peuvent voter avec leurs pieds. RP

NOUS SOUTENIR

Grâce à votre don (anonyme via Twint),

- Vous nous permettez de faire face à nos premiers frais d'équipement en vue du lancement de notre activité (matériel informatique, caméras, micros, système de podcast, etc.).
- Vous nous permettez d'étoffer notre équipe par le recrutement d'acteurs médiatiques confirmés, mais actuellement soumis au règne de la pensée unique.
- Vous permettez à notre association d'entreprendre avec sérénité les démarches visant la création de notre future société.

Merci d'avance pour votre soutien.
IBAN: CH98 8080 8006 9108 2600 2
Association Le Peuple - 1405 Pomy
www.lepeuple.ch/sabonner/
LP - info@lepeuple.ch



Le Peuple

Ce numéro a été réalisé entre le 23 juin et le 3 juillet 2022 par
Raphaël Pomey et Jérôme Burgener
info@lepeuple.ch
Contributions externes de
Antoine Bernhard, **Eric Bertinat** et **Paul Sernine**
Relecture:
Cosette Benoit et **Francis Pomey**
Graphisme **Jérôme Burgener**
Imprimé par
L'Imprimerie de Sainte-Croix